CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 OCTOBRE 2018 PRINCIPALES DÉCISIONS

Le Conseil d'administration de l'ARES s'est réuni le 9 octobre 2018. Il a notamment pris les décisions suivantes.

01. / Avis relatif à l'avant-projet de décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

L'ARES a émis un avis réservé sur l'avant-projet de décret modifiant la [loi du 27 juillet 1971](#) sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le [décret du 7 novembre 2013](#) définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et le [décret du 11 avril 2014](#) adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

Cet avant-projet de décret, dit « fourre-tout », prévoit un certain nombre de nouvelles dispositions ainsi que plusieurs modifications de celles déjà contenues dans les textes mentionnés ci-dessus. Il repose en partie sur les travaux menés par l'ARES dans l'optique d'une amélioration de la réforme du « Paysage » de l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne la loi de 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, l'avant-projet de décret propose notamment l'instauration d'un nouveau mécanisme de financement octroyant aux universités des crédits d'impulsion en vue d'activer des habilitations de bacheliers existantes, mais non organisées dans les arrondissements dans lesquels la population étudiante et le nombre de diplômés sont faibles et où l'accessibilité à l'enseignement supérieur mérite d'être renforcée.

L'ARES a émis un avis réservé à l'égard de cette disposition, estimant entre autres que, toute intéressante qu'elle est vu notamment le financement complémentaire qu'elle apporte, celle-ci est insuffisamment étayée de données objectives, devrait également s'adresser à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et devrait aussi pouvoir être mobilisée pour des cursus en projet ou futurs.

En ce qui concerne le décret « Paysage », il s'agit de préciser et d'adapter une série de dispositions, et notamment de :

- » permettre aux jurys, lors de la validation d'un programme annuel, de valoriser des savoirs et des compétences acquis dans le cadre de l'engagement étudiant, au même titre que l'expérience personnelle ou professionnelle. L'ARES a émis un avis négatif à ce stade compte tenu de plusieurs difficultés, entre autres interprétatives et de mise en œuvre, que soulève la mesure proposée ;

- » régler de manière générale et uniforme les pratiques en matière de fréquentation des cours par des étudiants libres, c'est-à-dire ceux qui suivent isolément des unités d'enseignement et présentent les évaluations en dehors de toute inscription régulière. L'ARES a émis un avis réservé sur ces dispositions, estimant qu'un certain nombre de questions latentes devaient être préalablement clarifiées ;
- » étendre au premier cycle la possibilité d'organiser des cursus initiaux en langue étrangère, comme c'est déjà le cas pour les études de deuxième cycle. L'ARES a émis un avis positif sur cette disposition ;
- » clarifier l'article relatif au programme annuel de l'étudiant (PAE), en particulier en instaurant la possibilité pour le jury de proposer directement à l'étudiant un programme de moins de 60 crédits, sans toutefois que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits, et en reformulant les modalités de transition entre le premier et le deuxième cycles. L'ARES a émis un avis négatif sur la première disposition, estimant que la définition d'un tel nouveau seuil de crédits n'était pas pertinente et que la référence à 45 crédits devait être maintenue, la FEF restant quant à elle favorable à une limite plus élevée. Pour ce même article, l'avis de l'ARES est également négatif sur le nouveau modèle proposé aux étudiants qui entament un master sans avoir acquis tous les crédits du bachelier, au motif que les modifications en projet n'apportent pas de solution durable aux questions soulevées par l'article ;
- » élargir la mise à la disposition des étudiants des règlements des études et des fiches descriptives relatives aux unités d'enseignement à l'année académique suivant celle en cours, dans l'optique d'une meilleure information. L'ARES a émis un avis positif quant à ces dispositions ;
- » institutionnaliser un comité de suivi de la mise en œuvre du décret « Paysage » sous la forme d'un organe participatif externe à l'ARES. À l'exception de la FEF, favorable au maintien du comité de suivi actuel mais recomposé, l'ARES a émis un avis négatif sur la disposition, estimant préférable que cette mission de suivi soit assurée dans le cadre de l'ARES elle-même, avec les administrations et acteurs concernés, plutôt qu'en dehors ;

Cet avis, qui sera transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a été demandé à l'ARES par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias conformément à l'article 21 du [décret « Paysage »](#). Il peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse suivante : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis.

02. / Avis relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale

Le Conseil d'administration a pris acte de l'avis adopté, le 25 septembre dernier en urgence par le Bureau exécutif de l'ARES sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du [27 décembre 1991](#) relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale.

L'ARES a émis un avis favorable, ayant constaté que les mesures proposées rencontrent les demandes de l'enseignement de promotion sociale et lèvent des obstacles, permettant ainsi le maintien durant cinq ans du cadre des institutions de promotion sociale qui seraient amenées à fusionner.

Ce projet d'arrêté s'inscrit en effet dans le contexte de la fusion volontaire des établissements visant à rendre leur organisation et leurs structures plus efficaces, tout en harmonisant l'offre de formation.

Cet avis, qui a été transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a été demandé à l'ARES par la ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances conformément à l'article 21 du [décret « Paysage »](#). Il peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse suivante : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis.

03. / Délivrance des copies d'examen – Entente entre les représentants des établissements d'enseignement supérieur, des membres du personnel et des étudiants

L'ARES a pris acte de l'entente tripartite intervenue entre les représentants des établissements d'enseignement supérieur, des membres des personnels et des organisations représentatives des étudiants en matière de délivrance des copies d'examen aux étudiants.

Cette entente s'articule autour de quatre principes :

- 01.** sauf exception, l'étudiant qui souhaite obtenir une copie de son examen doit participer à la séance de consultation des copies dont les délais et modalités sont fixées à l'article 137 du décret « Paysage » ;
- 02.** l'étudiant doit formuler sa demande selon les modalités raisonnables arrêtées par l'institution dans son règlement des études ou des examens, sans devoir davantage motiver sa demande, sauf pour les éventuelles exceptions ;
- 03.** l'établissement a le choix entre soit remettre une photocopie papier gratuite ou payante (maximum 0,25 centimes par page), soit permettre à l'étudiant de photographier sa copie d'examen ;
- 04.** l'établissement peut demander à l'étudiant de confirmer par écrit la réception de sa copie et de s'engager, toujours par écrit, à ne faire qu'un usage personnel de celle-ci.

Cette entente est intervenue comme suite à la demande adressée à l'ARES par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias de lui faire des propositions concrètes permettant de rencontrer à la fois les droits légitimes des étudiants et de préserver l'intérêt pédagogique de la démarche, tout en évitant une surcharge de travail administratif.

L'ARES a invité les établissements d'enseignement supérieur à inscrire les principes de cette entente dans leur règlement des études ou des examens.

04. / Coopération académique au développement – Signature de la charte « Genre » – Sélection de 14 projets de recherche et de formation pour le développement démarrant en 2019 – Validation du programme de mobilité internationale – Bourses extraordinaires 2018-2019

L'ARES, en tant que partenaire de la Coopération belge au développement, a approuvé la signature de la charte « Genre » (« Charte Genre. Un socle commun pour les OSC et acteurs institutionnels belges ») rédigée et adoptée en juin 2018 par les Conseils d'administration des cinq structures fédératives des acteurs de la coopération belge, ACODEV, CNCD-11.11.11., 11.11.11., ngo-federatie et FIABEL, la Fédération des acteurs institutionnels belges dont l'ARES est membre.

Les dispositions de cette charte en huit points visent notamment à intégrer l'égalité de genre à la mission globale des signataires en faveur de la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités, à promouvoir une représentation équilibrée des genres dans les instances de décision et de gouvernance, à développer une approche transversale spécifique pour le genre et à définir un plan d'action objectif avec un budget dédié.

Cette initiative s'ajoute à toutes celles que les institutions d'enseignement supérieur et l'ARES ont déjà prises en matière d'intégration du genre dans leurs activités de coopération au développement.

Par ailleurs, à la suite de l'appel lancé à l'automne 2018, l'ARES a approuvé la sélection, confiée à des experts externes, de 14 projets pluriannuels de recherche ou de formation pour le développement pour un montant de près de 4,7 millions d'euros répartis sur 5 ans. Ces projets seront mis en œuvre à partir de 2019 par les établissements d'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles, en collaboration avec leurs partenaires de 12 pays en développement.

Enfin, l'ARES a également approuvé la sélection des activités d'un programme extraordinaire de mobilité lancé pour les années 2018 et 2019 dans les universités et les hautes écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles pour un montant global de 2 millions d'euros. Un montant d'1,8 million d'euros est ainsi accordé aux universités pour financer des bourses de doctorat et de postdoctorat tandis que 4 hautes écoles bénéficieront de 200 000 euros pour soutenir 24 bourses dans le cadre d'une expérience pilote de stages spécialisés.

05. / Formation continue – Certificats d'universités et d'enseignement supérieur de promotion sociale

L'ARES a attesté de la conformité de six certificats aux critères fixés par le [décret « Paysage »](#) pour qu'un établissement d'enseignement supérieur puisse délivrer un certificat et octroyer aux étudiants les crédits obtenus pour les enseignements suivis avec succès.

Ces certificats sont les suivants :

- » Certificat d'université en santé environnementale (ULiège)
- » Certificat d'université en interventions monétaires dans le contexte de l'action humanitaire (UCL)
- » Certificat d'université en langue française et cultures francophones pour allophones (ULB)

- » Certificat d'université en genre et Sexualité (ULB)
- » Certificat interuniversitaire en politique et action sociale (ULB, UMONS, ULiège, UCL)
- » Certificat d'enseignement supérieur de promotion sociale en e-tourisme et marketing digital (ESA – Namur)

Rappelons que l'article 74 du [décret « Paysage »](#) du 7 novembre 2013 précise que les études de formation continue *« peuvent permettre la délivrance de certificats et l'octroi de crédits aux étudiants correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles portent sur au moins 10 crédits et respectent les mêmes critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques »*.